

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 26 AVRIL 2011

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., BREUSE E., LEURIDANT G., MULLER L., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I., MORCRETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

La Présidente excuse les membres suivants : PIGEON M., SENCECAUT M. et ROBETTE-DELPUTTE F.

Arrivée tardive : pour le point n°3 de Mademoiselle MORCRETTE.

1. APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 01 MARS 2011 – PARTIE PUBLIQUE

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 16 voix pour et 1 abstention, le procès-verbal de la séance du 01 mars 2011 – partie publique.

2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 25 MARS 2011 - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 25 mars 2011, à savoir : 2.468.750,03€.

3. JURIDIQUE – ACQUISITION DU VEHICULE UTILISE PAR LE SERVICE TAXI-SENIORS – APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE s'interroge sur les faits suivants :

- *que la Commune ait continué à payer le loyer mensuel à Dexia Auto Lease jusqu'en décembre 2011 alors que le contrat était clôturé au 28/02/2010.*

La Présidente rétorque qu'aucune information n'a été donnée par Dexia Auto Lease malgré deux courriers adressés à ce sujet par l'Administration à la société au cours de l'année 2010.

- *Pourquoi avoir changé d'avis : le Collège avait initialement prévu de passer un nouveau contrat de leasing en décembre maintenant, le Collège repasse devant le Conseil avec l'achat du véhicule actuellement en leasing ?*

La Présidente rétorque que dans un premier temps, il avait été proposé d'initier une procédure de marché portant sur un contrat de leasing d'un an, mais les conditions tarifaires proposées se sont avérées trop importantes.

- *« Qu'en date du 10/08/2007, l'Administration communale reçoit une proposition d'adaptation du contrat sur base des km annuels parcourus. Bien qu'il soit mentionné " Collège + copie compta" sur la proposition, aucun suivi n'est fait.*

- *Pour quelles raisons l'Administration communale renonce-t-elle à la garantie légale d'1 an qui est prévue lors de l'achat de véhicules d'occasion ?*

(Pour information, le véhicule de 210.000km aura coûté approximativement 45.300€ à la commune.) ».

La Présidente rétorque qu'il s'agit de l'une des conditions de Dexia Auto Lease en cas de rachat du véhicule par l'Administration.

Mademoiselle MORCRETTE :

« Le groupe CDH s'abstiendra vu les remarques formulées précédemment ».

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la délibération du 13 juillet 2004 attribuant à la société DEXIA AUTO LEASE le marché public relatif au renting d'un véhicule pour le transport de personnes, et ce pour une durée de 60 mois ;

Attendu qu'au cours du mois de décembre 2010, la société DEXIA AUTO LEASE, propriétaire du véhicule faisant l'objet du contrat de leasing, a fait savoir à l'Administration communale que le contrat de leasing était arrivé à échéance depuis le mois de février 2010 ;

Attendu que cette situation a eu comme conséquence d'obliger l'Administration à réagir en urgence, afin d'assurer la continuité du service « Taxi-Seniors », alors que l'Administration s'était inquiétée des conditions et du terme du contrat de leasing à travers ses courriers des 18 juin et 20 septembre 2010 ;

Attendu que les circonstances particulières rappelées ci-dessus ont abouti à une proposition de la société DEXIA AUTO LEASE portant sur le rachat du véhicule pour un montant de 2.784,00 € HTVA ou 3.368,64 € TVAC ;

Considérant l'état du véhicule, l'opportunité d'assurer la continuité du service Taxi-Seniors et le caractère raisonnable de l'offre de la société DEXIA AUTO LEASE au regard des adaptations techniques et matérielles apportées à ce véhicule ;

Considérant que des crédits appropriés seront inscrits en modification budgétaire numéro 1 de l'exercice extraordinaire du budget 2011 ;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt ;

Décide : par 16 voix pour et 2 abstentions.

Article 1er. - De procéder à l'acquisition du véhicule faisant l'objet du contrat de leasing conclu le 13 juillet 2004 avec la société DEXIA AUTO LEASE, pour un montant de 2.784,00 € HTVA ou 3.368,64 € TVAC.

Article 2. - Les crédits permettant cette acquisition seront inscrits en modification budgétaire numéro 1 de l'exercice extraordinaire du budget 2011.

Article 3. - De financer cette acquisition par un emprunt.

Article 4. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal intérimaire.

4. JURIDIQUE – PROJET D'ACTE DE VENTE D'UNE PARCELLE DE TERRAIN COMMUNAL – DESIGNATION DE MADAME LA DEPUTEE-BOURGMESTRE ET MONSIEUR LE SECRETAIRE COMMUNAL POUR LA SIGNATURE DE L'ACTE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la demande formulée, au cours du mois de mars 2010, par Monsieur Paul Turu et Madame Anne-Marie Turu relative au rachat d'une parcelle de terrain communal longeant la propriété de Monsieur Paul Turu ;

Attendu que cette vente serait, le cas échéant, concrétisée au profit de Madame Anne-Marie Turu, sise rue de la Sauvenière 80 à 5190 Spy ;

Attendu que la parcelle de terrain dont question est cadastrée section A n° 94/H Pie, en nature de pâture, pour une superficie d'un are et vingt-sept centiares ;

Attendu qu'au cours de sa séance du 22 mars 2010, le Collège communal a fait part aux intéressés d'un accord de principe pour le rachat de la parcelle en question ;

Vu le plan de division dressé par Monsieur Guy Meunier, géomètre, en date du 21 avril 2010 ;

Vu le rapport du 4 mars 2011 de Monsieur le Receveur de l'Enregistrement, attribuant à la parcelle dont question la valeur de 10 €/ m²;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la vente de la parcelle de terrain cadastrée section A n° 94/H Pie, en nature de pâture, pour une superficie d'un are et vingt-sept centiares, au bénéfice de Madame Anne-Marie Turu, sise rue de la Sauvenière 80 à 5190 Spy.

Article 2. - Conformément au rapport de Monsieur le Receveur de l'Enregistrement, de fixer la valeur de cette parcelle à 1.270,00 €.

Article 3. - De désigner Madame la Députée-bourgmestre et de Monsieur le Secrétaire communal pour la passation de l'acte.

Article 4. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal intérimaire.

5. MP 2011-23-SG-EB RELATIF A LA LOCATION DE DISTRIBUTEURS DE BOISSONS POUR L'ADMINISTRATION COMMUNALE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES – APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE :

- *« Ne serait-il pas moins coûteux d'installer des percolateurs professionnels et des bouilloires ? »*
- *Avez-vous déjà estimé le coût de cette proposition et comparé avec la location de distributeurs ?*
- *Pourquoi ne pas installer également des fontaines d'eau ? »*

La Présidente répond à Mademoiselle MORCRETTE.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-23-SG-EB relatif au marché "Location de distributeurs de boissons pour l'Administration communale" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.545,45 € hors TVA ou 5.500,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2011, articles 104/123-12 et 105/123-16 et sera financé par fonds propres ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-23-SG-EB et le montant estimé du marché "Location de distributeurs de boissons pour l'Administration communale", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 4.545,45 € hors TVA ou 5.500,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2011, articles 104/123-12 et 105/123-16.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

6. MP 2011-24-SG-RP RELATIF A LA DESIGNATION D'UN AUTEUR DE PROJET POUR UN PROJET D'EXTENSION DE BATIMENT EXISTANT A L'ECOLE COMMUNALE DE MASNUY-SAINT-JEAN – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES

LE COLLEGE COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2011-24-SG-RP pour le marché "Désignation d'un auteur de projet pour un projet d'extension de bâtiment existant à l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean";

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 3305,78 € hors TVA ou 4.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée par facture acceptée ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 722/733-60 (n° de projet 20100028) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la description technique N° 2011-24-SG-RP et le montant estimé du marché "Désignation d'un auteur de projet pour un projet d'extension de bâtiment existant à l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean ", établis par le

Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée par facture acceptée comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 722/733-60 (n° de projet 20100028).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

7. MP 2011-25-SG-RP RELATIF A LA DESIGNATION D'UN AUTEUR DE PROJET POUR LA REALISATION D'UN DOSSIER DE PERMIS D'URBANISME RELATIF A L'ACQUISITION DE PAVILLONS EN OSSATURE BOIS POUR L'ECOLE COMMUNALE DE MASNUY-SAINT-JEAN – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

LE COLLEGE COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 122, 1°;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2011-25-SG-RP pour le marché “ Désignation d'un auteur de projet pour la réalisation d'un dossier de permis d'urbanisme relatif à l'acquisition de pavillons en ossature bois pour l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean ”;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.066,11 € hors TVA ou 2.499,99 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 722/733-60 (n° de projet 20110018) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

- Article 1er. - D'approuver la description technique N° 2011-25-SG-RP et le montant estimé du marché " Désignation d'un auteur de projet pour la réalisation d'un dossier de permis d'urbanisme relatif à l'acquisition de pavillons en ossature bois pour l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean ", établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 2.066,11 € hors TVA ou 2.499,99 €, 21% TVA comprise.
- Article 2. - De choisir la procédure négociée par facture acceptée comme mode de passation du marché.
- Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 722/733-60 (n° de projet 20110018).
- Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

8. MP 2009-35-SG-FB RELATIF A LA CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE CRECHE D'ERBISOEUL – LOT 3 – TECHNIQUES SPECIALES – AVENANT – APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE :

« *Quel est le numéro de l'avenant qui nous est présenté ?* »

La Présidente répond qu'il s'agit du premier avenant.

Mademoiselle MORCRETTE :

« *Le groupe CDH s'étonne que les exigences de l'ONE et les recommandations du Service Incendie de Mons n'aient pas été prises en compte par l'auteur de projet lors de l'établissement du cahier des charges.*

Est-ce un oubli de l'auteur de projet ? C'est à l'auteur de projet de prendre contact avec l'ONE et de s'informer des normes qui sont applicables dans les milieux d'accueil.

Lorsque l'Administration communale a choisi l'auteur de projet parmi les différents soumissionnaires ; le bureau Pissart avait-il une expérience dans la construction de bâtiment passif ? Et une expérience dans la construction de crèche ?

La Présidente informe le Conseil que le Bureau précité a élaboré et réalisé une crèche de même type dans une autre commune et souligne que cet avenant fait suite à un oubli de l'ONE lors de l'envoi de leurs exigences.

Mademoiselle MORCRETTE s'adresse alors à l'Echevin des Travaux ;

- *Etant donné que le lot 3 n'est pas encore "mis en œuvre", commencé, n'y a-t-il pas modifications des conditions de passation du marché ?*

-

L'Echevin des travaux répond négativement.

- *L'auteur de projet ne doit-il pas de nouveau consulter au minimum les autres soumissionnaires ?*

-

L'Echevin des Travaux répond négativement.

- *Le lot 3 du marché a été attribué mais le bon de commande a-t-il déjà été envoyé ?*

La Présidente signale que les trois lots ont été notifiés et que l'évolution du chantier fait l'objet d'un suivi régulier par l'Auteur de projet.

Monsieur DURIEUX s'adresse à Mademoiselle MORCRETTE et lui demande si elle sait ce qu'est un bon de commande.

LE COLLEGE COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Collège communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que l'Auteur de projet a établi un cahier des charges N° 2009-35-SG-FB pour le marché ayant pour objet "Construction de la nouvelle crèche d'Erbisoeul – Lot 3 : Techniques spéciales";

Vu l'attribution de ce marché à la société THERSA, Drève G. Fache 5 à 7700 Mouscron pour le montant d'offre contrôlé de 177.861,87 € hors TVA ou 215.212,86 €, 21% TVA comprise;

Vu la présentation réalisée, en séance du Collège communal ce 28 mars 2011, par le Bureau d'Architectes Pissart, auteur de projet, et par l'entreprise Thersa, adjudicataire du marché public relatif à la construction d'une crèche à Erbisoeul ;

Attendu que cette présentation a été l'occasion d'évoquer la nécessité de la conclusion d'un avenant portant, d'une part, sur l'acquisition d'une pompe à chaleur et de six cassettes permettant d'assurer une température de confort à atteindre dans les pièces de sommeil, et d'autre part, sur le placement d'un arrêt coup de poing et d'une électrovanne permettant de couper l'alimentation en gaz en cas d'incident ;

Attendu que la première partie de cet avenant repose sur une exigence de l'Office National de l'Enfance (ONE), exigence découlant de l'Arrêté du 19 juillet 2007 du Gouvernement de la Communauté française portant approbation des modalités fixées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance en vertu de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil ;

Attendu que la seconde partie de cet avenant découle de recommandations édictées par le Service Incendie de Mons ;

Considérant que la conclusion de cet avenant contribuera à renforcer la sécurité de la future crèche d'Erbisoeul, tant sur le plan de la prévention incendie que sur celui de la protection de l'enfance et de la prévention de la mort-subite chez les nourrissons ;

Attendu que le montant total de l'avenant ici proposé s'élève à 29.756,16 € HTVA ou 36.004,95 € TVAC, répartis comme suit :

- Fourniture et pose d'une pompe à chaleur et de 6 cassettes (moins déduction de postes initialement prévus au mètre, pour un montant de 12.200,61 € HTVA) : 26.759,78 € HTVA ou 32.379,33 € TVAC
- Fourniture et pose d'un arrêt coup de poing et d'une électrovanne : 2.996,38 € HTVA ou 3.625,61 € TVAC

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 835/72260:20090037.2009 (n° de projet 2009-0037);

Décide, à 16 voix pour et 2 abstentions :

Article 1er. : de conclure un avenant à la procédure de marché public MP 2009-35-SG-FB relative à la construction de la nouvelle crèche d'Erbisoeul. Le montant de cet avenant s'élève à 29.756,16 € HTVA ou 36.004,95 € TVAC.

Article 2. : de notifier à l'entrepreneur Thersa et à l'auteur de projet Pissart la conclusion de cet avenant, ainsi que ses conditions et modalités.

Article 3. : de transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal intérimaire pour information.

9. TRAVAUX – MP 2011-26-SG-GU RELATIF A L'ACQUISITION DE BARRIERES DE TYPE NADAR ET HERAS POUR L'ADMINISTRATION COMMUNALE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES – APPROBATION

LE COLLEGE COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 122, 1°;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2011-26-SG-GU pour le marché "Acquisition de barrières de type Nadar et Heras pour l'Administration communale";

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.132,23 € HTVA ou 5.000,00 € TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/741-52 (n° de projet 20110010) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er - D'approuver la description technique N° 2011-26-SG-GU et le montant estimé du marché "Acquisition de barrières de type Nadar et Heras pour l'Administration communale", établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 4.132,23 € HTVA ou 5.000,00 € TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée par facture acceptée comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/741-52 (n° de projet 20110010).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

10. TRAVAUX – MP 2011-28-SG-GU RELATIF A L'ACQUISITION DE JARDI-

**NIERES EN BETON POUR RALENTISSEURS DE VITESSE – MODE DE
PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2011-28-SG-GU pour le marché "Acquisition de jardinières en béton pour ralentisseurs de vitesse";

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 6.500,00 € hors TVA ou 7.865,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés seront inscrits en modification budgétaire numéro 1 de l'exercice extraordinaire du budget 2011 ;

Considérant que ces crédits seront financés par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la description technique N° 2011-28-SG-GU et le montant estimé du marché "Acquisition de jardinières en béton pour ralentisseurs de vitesse", établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 6.500,00 € hors TVA ou 7.865,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Les crédits appropriés seront inscrits en modification budgétaire numéro 1 de l'exercice extraordinaire du budget 2011, et seront financés par un emprunt.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**11. TRAVAUX – DESIGNATION DE L'I.D.E.A. EN TANT QU'AUTEUR DE
PROJET POUR LES TRAVAUX D'EGOUTTAGE DE LA RUE DU PLOUYS ET
DE LA PLACE D'ERBAUT - APPROBATION**

LE COLLEGE COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu l'inscription des travaux d'égouttage de la rue du Plouys et de la Place d'Erbaut au programme triennal des travaux 2010-2012 ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 03.08.2010 approuvant le programme triennal des travaux 2010-2012 ;

Vu l'Arrêté Ministériel du 25.02.2011 approuvant le programme triennal des travaux 2010-2012 ;

Vu que les travaux d'égouttage de la rue du Plouy et de la Place d'Erbaut ont été repris dans ce programme en priorité n° 1 de l'année 2011 au montant estimatif de 697.775,00 € T.V.A. comprise dont 231.290,00 € T.V.A. comprise de subsides et 326.789,00 € d'intervention de la S.P.G.E. ;

Attendu que la commune a le souhait de réaliser les travaux d'égouttage de la rue du Plouys et de la Place d'Erbaut ;

Attendu qu'il s'agit d'un dossier conjoint et que dès lors la part S.P.G.E. relative à l'égouttage proprement dit est conventionnellement gérée par l'I.D.E.A. ;

Vu la nécessité de désigner un auteur de projet pour l'étude de la partie voirie ;

Attendu que la commune de Jurbise est associée à l'intercommunale IDEA ;

Vu la circulaire du 13 juillet 2006 relative aux communes, provinces, régions communales et provinciales autonomes et intercommunales, CPAS et associations Chapitre XII de la Région wallonne, portant sur les relations contractuelles entre deux pouvoirs adjudicateurs ;

Vu l'évolution de la jurisprudence européenne (arrêt Asemfo, du 19 avril 2007, vu l'arrêt CODITEL de la CJCE du 13 novembre 2008 ; vu l'arrêt République Fédérale d'Allemagne de la CJCE du 9 juin 2009) et l'application de la législation sur les marchés publics ;

Considérant que l'IDEA n'a que des associés publics au capital ;

Considérant que l'IDEA exerce l'essentiel de son activité avec les communes associées ;

Vu que les délibérations des Assemblées Générales de l'IDEA des 24 juin 2009, 16 décembre 2009, 23 juin 2010 et 22 décembre 2010 approuvent la détermination des tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'IDEA ;

Considérant qu'il existe entre la Commune et l'IDEA une relation « in house » ;

Considérant en effet que les critères tels que définis par la Cour européenne sont remplis ;

Considérant que des crédits appropriés au montant de 27.911,00 € sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 877/733.60.2011 (n° de projet 20110036) ;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt et par subvention ;

Attendu que le Conseil Communal doit se prononcer sur la désignation de l'IDEA pour la mission d'auteur de projet et de vérification des états d'avancement pour la partie voirie des travaux d'égouttage de la rue du Plouys et de la Place d'Erbaut ;

DECIDE à l'unanimité ;

Article 1er. - De désigner l'IDEA pour la mission d'auteur de projet pour la partie voirie des travaux d'égouttage de la rue du Plouys et de la Place d'Erbaut et pour les missions d'état d'avancement et ce, aux conditions reprises dans les décisions des Assemblées Générales de l'IDEA des 24 juin 2009, 16 décembre 2009, 23 juin 2010 et 22 décembre 2010, à savoir :

- 6 % de la 1^{ère} tranche de 125.000,00 € et 5 % de la seconde tranche de 245.986,00 € du montant estimatif des travaux de voirie (370.986,00 €) pour la mission d'auteur de projet, soit 19.799,30 € T.V.A. comprise.
- 1 % du montant estimatif des travaux de voirie (370.986,00 €) pour la mission de vérification des états d'avancement, soit 3.709,86 € T.V.A. comprise.

Article 2. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 877/733.60.2011 (n° de projet 20110036)

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

12. TRAVAUX – ENTRETIEN DE VOIRIES – DROIT DE TIRAGE 2010-2012.
ADHESION A L'OPERATION, DU FORMULAIRE D'INTRODUCTION DU
DOSSIER ET SOLLICITATION DE LA SUBVENTION - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 18.06.2010 relatif à l'octroi de subsides destinés aux travaux d'entretien de voiries communales pour les années 2010 à 2012 ;

Vu la circulaire du Ministre des pouvoirs locaux et de la ville en date du 25.06.2010 ayant pour objet l'entretien de voirie – droit de tirage 2010-2012 ;

Vu la subvention pour la Commune de Jurbise au montant de 262.410,00 € pour les 3 années notifiée par le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville en date du 25.06.2010 et ensuite revue et précisée au montant de 296.270,00 € en date du 28.09.2010 ;

Vu la nécessité de procéder à des travaux d'entretien de voirie dans plusieurs rues de l'entité ;

Vu la délibération du Collège Communal en date du 05.10.2010 attribuant le marché d'auteur de projet pour les « Travaux d'entretien de voirie – Droit de tirage 2010-2012 » au Hainaut Ingénierie Technique de Mons ;

Considérant que le Hainaut Ingénierie Technique a établi le formulaire d'introduction du dossier relatif aux « Travaux d'entretien de voiries – Droit de tirage 2010 - 2012 » ainsi que ses pièces annexes, comme stipulé dans la circulaire du du Ministre des pouvoirs locaux et de la ville en date du 25.06.2010 ;

Considérant que l'estimation des travaux d'entretien s'élève à 504.948,47 € T.V.A. comprise ;

Considérant que d'après la base de calcul établie par l'auteur de projet, la subvention couvrant la totalité du droit de tirage est estimée à 291.830 € T.V.A. comprise ;

Considérant qu'un seul dossier sera introduit auprès du pouvoir subsidiant par la Commune en 2011 pour l'ensemble de la subvention précisée en date du 28.09.2010 ;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/73560 :20110047.2011 (n° de projet 20110047) ;

Considérant que ces crédits sont insuffisants pour couvrir la dépense ;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt et par subvention ;

Attendu que le Conseil Communal doit se prononcer sur l'adhésion à l'opération « Travaux d'entretien de voiries – Droit de tirage 2010 - 2012 », approuver le formulaire d'introduction du dossier et solliciter la subvention auprès du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville ;

DECIDE à l'unanimité ;

Article 1er. - D'approuver l'adhésion à l'opération « Travaux d'entretien de voiries – Droit de tirage 2010 - 2012 » et le formulaire d'introduction du dossier établi par le Hainaut Ingénierie Technique de Mons.

Article 2. - De solliciter la subvention au montant estimatif de 291.830 € T.V.A. comprise auprès du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/73560 :20110047.2011 (n° de projet 20110047).

Article 4. - Les crédits supplémentaires pour couvrir la dépense seront inscrits en modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2011.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

13. PERSONNEL – ORGANISATION D'UN EXAMEN DE RECRUTEMENT POUR UN AGENT TECHNIQUE D7 – MODALITES ET CONDITIONS – APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE :

« Pourquoi procéder à un recrutement par appel restreint pour cette fonction, in contrario, le poste de maçon a fait l'objet d'une large diffusion ? »

La Présidente rétorque que cette possibilité est prévue dans le statut administratif communal.

Mademoiselle MORCRETTE :

« Quelle est la date de l'examen ? »

La Présidente souligne que le Collège fixera la date après que le Conseil ait approuvé le recrutement.

Mademoiselle MORCRETTE :

« Un conseiller communal peut-il faire partie du jury ? »

La Présidente fait à nouveau référence au statut et répond négativement.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 janvier 1997 adaptant le cadre du personnel communal, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Attendu que deux emplois d'agent technique D7 sont prévus dans le cadre du personnel communal et demeurent à pourvoir ;

Vu le statut administratif applicable au personnel communal de la Commune de Jurbise, adopté par le Conseil communal en sa séance du 24 juin 1998 ;

Vu l'approbation du 10 septembre 1998 de la Députation permanente relative à la délibération du 24 juin 1998 du Conseil communal ;

Considérant que le budget 2011 de la Commune de Jurbise prévoit l'éventuelle organisation d'examens de recrutement, conformément au statut administratif susnommé ;

Vu la délibération du Collège communal du 28 mars 2011, décidant de soumettre à l'approbation du Conseil communal la proposition d'organisation d'un examen de recrutement pour un agent technique D7 statutaire ;

Attendu que le programme de l'examen, les modalités d'organisation et le mode de constitution du jury, relatifs au recrutement d'un agent technique D7, sont fixés au statut administratif susnommé ;

Attendu qu'il est proposé de procéder à un recrutement par appel restreint ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la proposition du Collège communal quant à l'organisation d'un examen de recrutement d'un agent technique D7 statutaire.

Article 2. - De charger le Collège communal de l'organisation de cet examen, conformément au statut administratif applicable au personnel communal et par le biais d'un appel restreint.

Article 3. - De transmettre, pour information, un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal intérimaire pour information.

14. PERSONNEL – COURRIER DU 04 AVRIL 2011 DU SPW – DIRECTION GENERALE OPERATIONNELLE DES POUVOIRS LOCAUX, DE L’ACTION SOCIALE ET DE LA SANTE – APPROBATION DU COLLEGE PROVINCIAL DU HAINAUT DE LA DELIBERATION DU 1^{ER} MARS 2011 RELATIVE AU REGLEMENT DE TRAVAIL APPLICABLE AU PERSONNEL COMMUNAL NON ENSEIGNANT - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé du courrier du 04 avril 2011 du Service Public de Wallonie – Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l’Action sociale et de la Santé, relatif à l’approbation par le Collège provincial du Hainaut de la délibération du 1^{er} mars 2011 concernant le Règlement de travail applicable au personnel communal non enseignant.

15. PERSONNEL – COURRIER DU 4 AVRIL 2011 DU SPW – DIRECTION GENERALE OPERATIONNELLE DES POUVOIRS LOCAUX, DE L’ACTION SOCIALE ET DE LA SANTE – APPROBATION PAR LE COLLEGE PROVINCIAL DU HAINAUT DE LA DELIBERATION DU 1^{ER} MARS 2011 RELATIVE A LA MODIFICATION DE L’ARTICLE 34 DU STATUT PECUNIAIRE RELATIF AU CALCUL DE L’ALLOCATION DE FIN D’ANNEE 2010 - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé du courrier du 04 avril 2011 du Service Public de Wallonie – Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l’Action sociale et de la Santé, relatif à l’approbation par le Collège provincial du Hainaut de la délibération du 1^{er} mars 2011 concernant la modification de l’article 34 du Statut pécuniaire pour le calcul de l’allocation de fin d’année 2010.

16. QUESTIONS ORALES

Mademoiselle MORCRETTE :

J’ai lu dans les délibérations du Collège qu’il y a de la Mérule à Vacresse, de quel bâtiment s’agit-il ? Salle ou vestiaires ?

La Présidente répond : dans la salle.

Mademoiselle MORCRETTE :

Quels sont les résultats de l’expertise faite par Hainaut vigilance sanitaire concernant le risque de légionellose dans les douches du CPAS et les vestiaires du FC Vacresse ?

La Présidente répond qu'elle va s'informer auprès des services du CPAS et du FC Vacresse.

Mademoiselle MORCRETTE :

Comment pouvez-vous expliquer que la commune de Jurbise demande un prêt de podium auprès des commune de Silly et de Frameries pour la fête scolaire de la Sainte Famille de Baudour ?

La Présidente répond qu'il s'agit d'échanges réguliers de matériels entre commune.

Mademoiselle MORCRETTE :

« La liste LB a loué la salle de l'Orangerie ainsi que le bar pour y organiser une buvette lors de la chasse aux œufs le 24/04/2011. Parallèlement, dans le « Jurbi-Info » et dans le « Près de chez vous », il y a un encart qui annonce l'événement sans mentionner les référence de l'organisateur. Le groupe CDH considère que cet encart publicitaire est rédigé de tel manière que le citoyen ne sait pas qu'il participe a une activité organisée par un parti politique, ici en l'occurrence, la liste de la Bourgmestre –LB et non à une activité communale comme le laisse croire l'annonce et qu'il est par conséquent trompé. »

La Présidente répond que la Chasse aux œufs est depuis toujours une activité de la liste LB, qui loue l'Orangerie ainsi que le bar, achète les chocolateries et la publicité incérée dans les publications locales.

Question de Mademoiselle MORCRETTE à l'Echevine de la Culture :

« Je n'ai rien vu, rien trouvé, ni sur le site de la commune, ni dans le calendrier des festivités, ni dans le Jurbi-info. Aucune publicité des deux soirées du week-end du 22 & 23 avril bien que cet événement soit réalisé en partenariat avec la commune !

Si, juste un encart sur le feuillet mensuel.

L'Administration communale n'a pu donner une suite favorable à la demande, de la Conseillère (groupe CDH°, de documents relatifs à la démarche de collaboration entreprise par l'un des organisateurs, la décision du Collège, la convention de partenariat et l'état des lieux de la salle.

Pour exemple : Le partenariat du Service Culturel avec l'organisatrice de l'exposition d'œuvres d'art dans la salle culturelle « Jacques GALANT » du 01 au 03 avril 2011 a bien été formalisé par une convention de partenariat qui est passée par l'approbation du Collège et ensuite du Conseil communal.

C'est pourtant bien ce partenariat et l'intérêt de la manifestation qui a permis d'obtenir la gratuité partielle de la salle !

Ici, pourquoi avoir accordé la gratuité totale de la location ?

Quelles sont les raisons qui justifient qu'il n'y ait pas de convention signée entre les partenaires ? »

L'Echevine et la Présidente rétorquent que ces soirées ont été organisées par la Commune sous la Banière « Cars Disco » en collaboration avec l'A.S.B.L. MAR5.

Le groupe CDH estime que même si c'est un événement "communal" développé dans le cadre d'un partenariat, la signature d'une convention qui stipule qui fait quoi et qui est responsable de quoi est un minimum ! Et signe de bonne gestion (des biens publics).

Le Conseil en prend bonne note.

HUIS CLOS

La Présidente lève la séance.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,